LE SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL PUBLIC

PLP Lettres-Histoire, face à une réforme qui lamine nos disciplines, passons à l'action !

Depuis des mois, sous des formes diverses (consultations, grèves, motions, rassemblements …) la profession s'exprime, manifeste contre les conséquences des différentes réformes (Ecole de la « confiance », Réforme du Lycée, de la Voie professionnelle …).
L'intersyndicale de la Voie Professionnelle propose à l'ensemble des collègues de poursuivre l'action durant cette semaine. Dans notre matière, nous sommes rassemblés ici au Lycée Rascol.

C'est pour cela que nous vous proposons de nous réunir dès ce matin en Assemblée Générale et de discuter ensemble des moyens d'interpeller l'opinion publique sur le sort qui est fait à la Voie Pro, les conséquences sur nos élèves et sur l'évolution de nos métiers et de nos disciplines. Nous avons aujourd'hui l'occasion de faire connaître plus fort encore notre mécontentement.

Suppressions de postes.
D'ores et déjà, ce sont 600 postes de PLP qui seront supprimés à la rentrée prochaine, du fait des premières conséquences de la réforme de la Voie Professionnelle. D'ici 2 ans, ce seront des milliers de postes si les choses restent en l'état.
On sait que l'enseignement général, en particulier nos disciplines seront parmi les premières impactées par ces suppressions de postes, conséquences entre autres de la mise en place des familles de métiers et des nouvelles grilles horaires. La diminution drastique des postes mis au concours (- 38% pour le PLP Lettres-Histoire en 2019) préfigure elle aussi cette évolution dramatique pour notre profession.

Nouvelles attaques contre nos disciplines
La (nouvelle) diminution des heures de Français et d'Histoire-Géo, et les nouveaux programmes, « adaptés » à cette diminution du volume horaire enseigné[1] vont aussi

[1]Pour le bac pro, l'horaire hebdomadaire est abaissé. Et c'est surtout au détriment de l'enseignement général. Ainsi au lieu de 380 heures de français - histoire-géo et EMC il n'y aura plus que 267 heures (297 avec les enseignements en co intervention).

fragiliser encore plus nos élèves dans la perspective de la poursuite d'études et contribuer à dévaloriser – encore plus- la voie professionnelle.
Les nouveaux dispositifs (notamment la co-intervention) vont rajouter une charge de travail conséquente à chacun d'entre nous pour des résultats pédagogiques très aléatoires.
La réduction horaire est d'autant plus préoccupante en Terminale, avec un seul objet d'étude en français … A quoi ressemblera le Bac Pro à l'avenir dans ces conditions ?
La mixité des publics (apprentis/scolaires) imposée par la réforme va aussi dégrader nos conditions d'enseignement.

C'est encore une fois au détriment de nos élèves qu'une réforme est mise en œuvre. Quelles seront leurs perspectives avec un Bac Pro où ils seront moins bien formés au métier (avec une seconde « généraliste ») et qui leur assurera un bagage culturel au rabais, formaté et de moindres connaissances en enseignement général ? Leurs chances d'insertion en seront amoindries.
En fait, loin de valoriser la voie professionnelle, cette réforme la fragilise dangereusement : ce sont nos élèves qui vont, en premier lieu, en subir les conséquences néfastes.

Partout dans le pays des actions similaires vont être ou sont entreprises aujourd'hui par les collègues.
Nous pensons que nous devons nous mobiliser pour l'avenir de nos disciplines, pour celui de nos élèves et pour nos conditions de travail ! Nous en avons l'occasion aujourd'hui lors de cette première journée de correction du Bac Professionnel.

Extrait de la tribune « Vive le Lycée Professionnel, vraiment ? », APHG, février 2019.

Nous dénonçons avec énergie une réforme néfaste en tout point et conduisant à l'exact contraire de ce que le ministre prétend : un appauvrissement considérable de la culture générale dispensée à des élèves qui en ont autant besoin que les autres, et une dégradation accrue de la mission des enseignants dévoués à la cause de leurs élèves.

Face au démantèlement programmé de cette voie d'enseignement réunissant tout de même un tiers des élèves français, l'APHG a multiplié les avertissements et les propositions. Depuis la loi Chatel de 2009 qui avait réduit la voie professionnelle de quatre à trois ans d'études, notre association n'a cessé de s'inquiéter des mesures successives : suppression massive d'heures d'enseignement général, suppression du diplôme intermédiaire (BEP ou CAP), diminution des exigences des examens, hétérogénéité extrême des classes, statut de PLP (professeur de lycée professionnel) remis en question, fermeture des accès vers le supérieur et, en conséquence, stigmatisation toujours plus grande d'élèves en droit d'attendre tout autre chose de la République qui émancipe par l'instruction.

https://www.lejdd.fr/Societe/Education/tribune-vive-le-lycee-professionnel-vraiment-la-reponse-de-deux-enseignants-a-blanquer-3854900